RCS : TOULOUSE
Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1994 B 02318
Numéro SIREN : 399 198 571
Nom ou dénomination : IMODEUS INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 21/08/2023 sous le numéro de dépôt A2023/018108

IMODEUS INVEST
Société par actions simplifiée au capital de 50 000 euros
Siège social : 11 avenue Parmentier
31200 TOULOUSE
SIREN 399 198 571 RCS TOULOUSE

Certifié conforme à l'original

EXTRAIT

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 2023

QUATRIEME RESOLUTION

L'actionnaire unique renouvelle la société FINZZLE GROUPE dans ses fonctions de Président venues à expiration à la date de ce jour et ce pour une durée d'un an, renouvelable lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Cette résolution est : adoptée

CINQUIEME RESOLUTION

L'actionnaire unique renouvelle le mandat de Directeur Général de Monsieur Dominique PAUMARD venu à expiration à la date de ce jour et ce pour une durée d'un an, renouvelable lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Le renouvellement est approuvé aux mêmes conditions de rémunération qu'accordées lors de sa nomination en date du 25 février 2020.

En qualité de Directeur Général, Monsieur Dominique PAUMARD, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Le Directeur Général représente la société à l'égard des tiers.

Cette résolution est : adoptée

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide de procéder à la modification de l'article 1 des statuts relatif à la forme de la société afin de mettre à jour le nom de la société.

L'article 1 est ainsi rédigé comme suit :

> ***« Article 1 : Forme***
>
> *La société "IMODEUS INVEST " a été transformée par décision d'une assemblée générale extraordinaire du 1er février 2002, en société par actions simplifiée.*
>
> *Sa dénomination a été modifiée le 20 septembre 2010. »*

Cette résolution est : adoptée

IMODEUS INVEST
Société par actions simplifiée
Au capital de 50 000 €
Siège social : 11 avenue Parmentier
31200 TOULOUSE
SIREN 399 198 571 RCS TOULOUSE



STATUTS

(Mis à jour le 15 juin 2023)

Article 1 : Forme

La société "IMODEUS INVEST " a été transformée par décision d'une assemblée générale extraordinaire du 1er février 2002, en société par actions simplifiée.

Sa dénomination a été modifiée le 20 septembre 2010.

Article 2 : Objet

La société a pour objet, tant en FRANCE qu'à l'étranger :

- la prise de participation dans toute entreprise et société à objet commercial, industriel, ou civil,

- l'étude et la réalisation de toute opération de promotion immobilière,

et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement de société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Article 3 : Dénomination

La société a pour dénomination sociale : IMODEUS INVEST

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S" et de l'énonciation du capital social.

Article 4 : Siège

Le siège social est fixé à : TOULOUSE (31), 11 chemin Parmentier.

Il peut être transféré en tous lieux par décision du président.

Si la société vient à ne comporter qu'un seul actionnaire, la décision de transfert du siège social est prise par l'actionnaire unique.

Article 5 : Durée

La durée de la société n'est pas modifiée ; elles expirera cinquante années après la date de son immatriculation au registre du commerce, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 : Apports

Il a été fait à la constitution de la société, uniquement des apports en nature :

1° - de 150 actions de 250 Frs chacune de valeur nominale entièrement libérées de la société « SA PHOENIX », société anonyme, au capital de 250 000 Frs, dont le siège social est à TOULOUSE (31), 20 rue Denfert Rochereau, identifiée sous le numéro SIREN 394 592 968 RCS TOULOUSE ,

2° - d'une créance envers la société "SA PHOENIX" , sus- désignée, sans autre garantie que celle de l'existence de cette créance.

Evaluation de l'apport

Le présent apport en nature est évalué au vu du rapport en date du 26 octobre 1994, établi par Monsieur Serge LEVY, domicilié à TOULOUSE (31), PARC DU MONT BLANC, immeuble MERCURIAL, 6 rue Maurice Caunes, inscrit près la Cour d'Appel de TOULOUSE, Commissaire aux apports, désigné le 4 octobre 1994, par la société "CONSEIL ET FINANCE", ès qualité d'associée unique de la société bénéficiaire de l'apport en application de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1966 à :

- les 150 actions de la société "SA PHOENIX ",
TRENTE SEPT MILLE CINQ CENTS FRANCS, ci .....37 500,00 Frs
- la créance envers la société "SA PHOENIX",
CENT SOIXANTE DEUX MILLE CINQ CENTS FRANCS ,ci..... 162 500,00 Frs

---

ENSEMBLE DEUX CENT MILLE FRANCS, ci..... 200 000,00 Frs

L'associé unique, suivant décision du 3 octobre 2001, a procédé à l'incorporation au capital d'une somme de cent vingt sept mille neuf cent soixante dix huit francs cinquante centimes, ci.....127 978.50 Frs prélevée sur le compte "Autres réserves ",

TOTAL DES APPORTS EGAL A TROIS CENT VINGT SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE DIX HUIT

FRANCS CINQUANTE CENTIMES, ci.....327 978.50 Frs
ou CINQUANTE MILLE EUROS.....*ou 50 000 euros*

Article 7 : Capital social

Le capital social est fixé à 50 000 euros ; il est divisé en 20 000 actions de 2.50 euros chacune de valeur nominale.

Article 8 : Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des actionnaires prise dans les conditions de l'article 19 ci-après ou par décision de l'actionnaire unique.

Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Article 9 : Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 : Modalités de la transmission des actions

Les actions sont des titres négociables dès l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé "registre des mouvements".
La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de

mouvement et, au plus tard dans les dix jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 11 : Cession des actions - Agrément

1° - Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

2° - La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivante : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3° - La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de un mois à compter de la notification de la demande visée au **2°** ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4° - Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les soixante jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de deux mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 12 : Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation de **l'article 11** ci-dessus sont nulles.

Article 13 : Modifications dans le contrôle d'une société actionnaire

1° - En cas de modification au sens de l'article 1.233-3 du Nouveau Code de Commerce du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trente jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet de mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 14 des présents statuts.

2° - Dans les soixante jours de la réception de la notification visée au 1° ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Article 14 : Exclusion

Est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- violation des statuts,
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société,
- exercice d'une activité concurrente de celle de la société,
- révocation ou démission d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social.

L'exclusion d'un actionnaire est décidée par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des voix détenues par les membres présents ou représentés.
La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale ; cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles,
- information identique de tous les autres actionnaires,

3° - L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de quatre vingt dix jours à compter de l'exclusion aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital, sauf accord contraire et unanime des autres actionnaires sur l'identité du cessionnaire.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. En pareille hypothèse la cession doit intervenir dans les soixante jours de la communication du rapport de l'expert aux parties.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans le jour même de la réalisation des cessions.

En cas de résistance de l'actionnaire exclu à régulariser les actes de cession, ceux-ci pourront être régularisés par le Président, après mise en demeure adressée à l'actionnaire exclu, par courrier recommandé avec accusé de réception ou acte extra-judiciaire, demeurée sans effet au terme d'une période de quinze jours.

Article 15 : Droit et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Chaque action donne droit à une voix dans le vote des décisions collectives.

Article 16 : Direction de la société

a) - Président

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou personne morale.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est d'un an renouvelable le cas échéant, lors de chaque assemblée générale annuelle d'arrêté des comptes.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à deux mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires. Le président remplaçant est désigné pour un mandant d'une durée d'un an.

Le Président représente la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social. Il représente la société à l'égard des tiers.

Le Président assure au quotidien l'administration de la Société.
Il est également chargé de la tenue des assemblées générales, de l'établissement des comptes sociaux et des relations avec le Commissaire aux comptes.

Dans ce cadre, il arrête les comptes à la fin de chaque exercice social en se conformant aux prescriptions légales et règlementaires. Il établit le rapport annuel de gestion prescrit par la loi.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du Président est fixée par une décision collective des actionnaires. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le Président est révocable à tout moment par décision collective des actionnaires.

b) – Direction générale

Les actionnaires pourront nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques qui disposeront du pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers.

Les pouvoirs, la durée des fonctions et la rémunération des fonctions de directeur général sont fixés par la décision de nomination.

Le ou les directeurs généraux peuvent être révoqués par les actionnaires.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat.

Article 17 : Commissaires aux comptes

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

Article 18 : Conventions entre la société et les dirigeants ou ses associés

En application des dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associes disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance des Associés et, le cas échéant, du commissaire aux comptes.
Si la Société est dotée d'un commissaire aux comptes, ce dernier établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.
La collectivité des Associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.
En application des dispositions de l'article L.227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales n'ont pas à être portées à la connaissance du commissaire aux comptes. Tout Associé a néanmoins le droit d'en obtenir communication.
Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.
Conformément aux dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce, lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions visées au premier alinéa du présent Article.

Article 19 : Décisions collectives des actionnaires

19.1 Les décisions collectives des Associés peuvent s'exprimer à l'occasion d'une assemblée générale, d'une consultation par correspondance ou dans un acte sous seing privé signé par tous les Associés, conformément aux stipulations du présent Article 19.
Tous moyens de communication (vidéo, conférence téléphonique, messagerie électronique, télécopie, etc.) peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

L'assemblée est convoquée par le Président ou l'actionnaire majoritaire. La convocation, si elle est faite par le Président, sans qu'il ait la qualité d'actionnaire majoritaire ou de représentant de l'actionnaire majoritaire, est faite par lettre recommandée avec accusé de réception sept (7) jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

La convocation de l'assemblée générale par l'actionnaire majoritaire, Président ou non, est faite par tous moyens sept jours à l'avance.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée peut se réunir valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le Président de la société, ou l'actionnaire majoritaire, ou son représentant, s'il est l'auteur de la convocation. A défaut, elle élit son président.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

19.2 Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

Décisions prises à l'unanimité des actionnaires :

Toute décision requérant l'unanimité en application de l'article L.227-19 du Nouveau Code de Commerce.

Décisions prises à la majorité simple des voix représentant la majorité du capital social :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- nomination, révocation et rémunération du Président et des directeurs généraux,
- nomination des Commissaires aux comptes,
- agrément des cessions d'actions,
- exclusion d'un actionnaire.

Décisions prises à la majorité des deux tiers des voix représentant les deux tiers du capital social :

- dissolution et liquidation de la société,
- augmentation et réduction du capital,
- fusion, scission et apport partiel d'actif,
- toutes modifications statutaires ne relevant pas de l'article L.227-19 du Nouveau Code de Commerce.

Si la société vient à ne comprendre qu'un seul actionnaire, les décisions ci-dessus sont de la compétence de l'actionnaire unique.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

19.3 Quel que soit le mode de consultation, les Associés et, le cas échéant, le commissaire aux comptes doivent obtenir communication d'une information préalable par l'auteur de la convocation, comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents, rapports et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.
En cas d'assemblée générale, ces documents doivent être adressés aux Associés dans un délai raisonnable avant la date à laquelle l'assemblée a été appelée à se réunir.
En cas de consultation écrite, ces documents doivent être joints à la consultation et envoyés simultanément au commissaire aux comptes par tous moyens de communication écrite (en ce compris par email).
En cas d'acte unanime sous seing privé, ces documents sont remis aux Associés et au commissaire aux comptes au plus tard le jour de la signature de l'acte.

19.4 En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un minimal de sept jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de sept jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Il ne peut être donné mandat qu'à un autre actionnaire ou au conjoint du titulaire des actions. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établies et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur. »

Article 20 : Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier pour être clôturé le 31 décembre.
L'exercice social ouvert le 1er octobre 2009 sera clôturé le 31 décembre 2010.

Article 21 : Etablissement des comptes annuels et Affectation des résultats

21.1 Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.
A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.
Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les

charges de l'exercice, ainsi que, si les critères légaux sont réunis, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.
Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.
Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement. Toutefois, le Président ne sera pas tenu d'établir le rapport de gestion si la règlementation applicable le dispense de l'établissement d'un tel rapport de gestion.
Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la Société dans les conditions légales.
La collectivité des Associés doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, étant précisé que la distribution des dividendes doit impérativement intervenir dans ce délai. En cas de prolongation, le délai pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé sera fixé par décision de justice.

21.2 Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte.

- toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale à la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable. »

Article 22 : Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

Article 23 : Dissolution - liquidation

La liquidation de la société est effectuée conformément à la loi.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 24 : Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement les affaires sociales, sont soumises à l'arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de quinze jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre "utile" sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai de trois mois à compter de la désignation du tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront avancés de manière égale par les parties. Leur charge définitive incombera à la partie désignée par l'arbitre au regard des circonstances du litige.

Fait à Toulouse,
Le 15 juin 2023